

# LA COMMUNALE

**La Lettre d'Information de l'Association Nationale des Directeurs et des Responsables des services de l'Éducation des Villes de France**

N° 18

Décembre 1998

## ÉDITORIAL

Je suis heureux de vous présenter le dernier numéro de **"la communale"** pour l'année 1998. Il est le résultat d'une réflexion collective qui, par sa richesse et sa diversité, permet aujourd'hui à l'ANDEV de porter un regard critique et indépendant sur le système éducatif français, afin de mieux le comprendre, pour mieux oeuvrer en son sein et participer ainsi à son fonctionnement et à son évolution.

L'année 1998 a été exceptionnelle pour l'ANDEV, à de nombreux titres : La mise en place des réseaux régionaux, le renforcement sans précédent du réseau national, la mise en place d'une collaboration avec le CNFPT, la très grande qualité des rencontres de Limoges, la diffusion à travers **"la communale"** et la presse spécialisée de notre perception et de notre vécu de l'école, mais aussi de la consistance et de l'évolution de notre métier, sont autant de points forts de notre action et constituent des démarches structurantes pour le développement de notre association.

L'année 1999 s'inscrit dans la continuité de cette dynamique: La mise en place d'un site Internet, le colloque de Brest fin Septembre, le développement d'un parcours de formation pour les cadres des services Education, sont autant de projets qui, nous l'espérons, permettront de mieux répondre encore à ce que vous attendez de l'ANDEV.

C'est le souhait que je formule pour nous tous à l'occasion de cette nouvelle année, en l'accompagnant des traditionnels mais néanmoins chaleureux et sincères vœux de l'ensemble des membres du Bureau National .

*Francis OUDOT*

## SOMMAIRE

- **Editorial**

- **Chronique Juridique**

L'affaire du DRAC : P 2-3 -Droit de reproduction par photocopies : P 3 -Accident de transport scolaire : P 3-4

- **International**

Rapports courts/résultats dans l'éducation : P 4-5 - Fédération européenne du multimédia éducatif : P 5

- **Actualités**

Dévaluation des diplômes et baisse des effectifs scolaires : P 5-6 - La nouvelle carte des Z.E.P : P 6

L'ouverture d'Internet-Écoles : P 6-7 - Formation : P 7-8 - Informations en bref : P 8-9 - Textes : P 9-11

- **Réponses aux questions écrites des parlementaires - Commentaires**

Financement des nouvelles technologies à l'école : P 12-13

Enseignement de l'éducation physique et sportive : P 13-14 - Aides-Éducateurs - Responsabilité civile : P 14-15

Coopérative Scolaire : P 15-16 - Médecine Préventive du Travail dans l'Éducation : P 16-17

Les Comités Locaux d'Éducation : P 17 - Le taux d'encadrement des cantines scolaires : P 17

- **Dossier**

Une charte pour l'école communale du XXIème siècle ? : P 18-22

**Rédaction** : - Corinne DUPUY (LIMOGES) - Jean-Michel GRENIER (DIJON) - Francis OUDOT (REIMS)

Avec la collaboration de l'**Agence de Presse Éducation Formation** (A.E.F.)

**Composition** : Sandrine MICHEL - **Impression** : 400 exemplaires - Atelier de Reprographie - Ville de Reims

**Abonnements et renseignements** : ANDEV - Hôtel de Ville - 51096 REIMS CEDEX

Tél. 03.26.77.76.24 - Fax 03.26.77.74.24.

Email : Oudot.francis@wanadoo.fr

## L'affaire du DRAC : un arrêt lourd de conséquences

La cour d'appel de Grenoble, par son arrêt en date du 12 juin 1998, s'est prononcée en seconde instance sur l'affaire dite du Drac, à la suite du jugement du tribunal correctionnel de Grenoble du 15 septembre 1997.

Chacun pourra utilement se reporter au commentaire très pertinent qui a été publié dans les colonnes de La Gazette du 12 octobre 1998. Mais trois aspects de l'argumentation développée par la cour d'appel méritent d'être particulièrement soulignés ici.

**Le premier aspect** s'applique aux conséquences probables de **la sévérité du juge** sur les relations entre les enseignants et les directeurs d'écoles d'une part, et les communes, les associations et leurs intervenants d'autre part. En effet, la cour d'appel de Grenoble a non seulement aggravé la peine de l'institutrice, mais, contrairement au jugement de première instance, a retenu également la responsabilité de la Directrice de l'école. La vigilance que portent à tout instant - légitimement - les enseignants aux conditions de leur responsabilité, encouragée ouvertement par les circulaires du Ministère de l'Éducation Nationale, ne manquera pas d'être renforcée et d'entraîner une pression de plus en plus forte auprès des communes propriétaires des locaux et des installations utilisées, ou organisatrice d'activités éducatives. En bref, il est fort probable que l'on assiste au développement d'un véritable "syndrome du Drac" et d'une plus large ouverture du parapluie de l'Éducation Nationale.

**Le second aspect** concerne l'interprétation extensive de la notion "**d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public**" qu'opère la cour d'appel de Grenoble. On sait que cette notion, posée par le nouvel article 121-2 du Code pénal, est la base de l'engagement de la responsabilité pénale de la commune. On sait, par ailleurs, que la qualification de service public local repose sur un faisceau d'indices dégagés par le juge administratif : mission d'intérêt général, lien de dépendance avec la collectivité territoriale, et bénéfice de prérogatives de puissance publique. On sait également que le Conseil d'État considère que la surveillance des élèves relève du service de l'enseignement public. Souvenons nous d'ailleurs de l'avis de la haute juridiction administrative en date du 7 octobre 1986 qui confirme cette appréciation à l'égard de la restauration scolaire : *"les communes ne peuvent confier à des personnes privées que la fourniture ou la préparation des repas, à l'exclusion des missions qui relèvent du service de l'enseignement public, et notamment, de la surveillance des élèves"*. On sait enfin, à l'observation des hésitations jurisprudentielles et doctrinales comme au constat de l'absence de disposition explicite dans le droit positif, que la problématique des responsabilités dans le domaine périscolaire ou de l'aménagement du temps scolaire est entourée d'un flou certain.

Or, l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble ajoute encore à ce flou en considérant que la Ville de Grenoble n'assurait qu'un rôle d'intendance, notamment en mettant des animateurs à la disposition des enseignants, lesquels restent seuls investis de la mission de surveillance des élèves et de la responsabilité pédagogique de l'activité, et en déduisant que ce rôle de la Ville de Grenoble ne constitue pas une tâche qui *"relève par nature ou légalement d'une prérogative de puissance publique"* et n'est *"ni par sa nature, ni en vertu de la loi insusceptible de délégation"*.

Cette divergence d'analyse entre les juridictions administrative et judiciaire est porteuse d'interrogations multiples : la notion de surveillance des élèves est-elle une mission exclusive de l'Éducation Nationale ? L'analyse des faits aurait-elle été identique si l'activité avait été organisée par la commune en dehors du temps scolaire ? La surveillance des restaurants scolaires, et par extension de toutes les activités périscolaires organisées par la commune, deviendrait-elle susceptible de délégation ? La commune pourrait-elle ainsi voir sa responsabilité pénale engagée du fait d'un défaut de surveillance lors d'une activité périscolaire ? Y compris lorsque la faute - de service et non personnelle - est commise par un enseignant participant au service com-munal ? Autant de questions lourdes de conséquences... et riches d'interprétations diversifiées. L'évolution de la jurisprudence devra donc être suivie avec attention, et particulièrement l'arrêt qui sera rendu par la Cour de cassation sur cette affaire.

**Le troisième aspect**, qui procède directement des deux premiers, réside dans **le décalage qu'accentue cet arrêt entre l'attitude du juge judiciaire et le discours du Ministère de l'Éducation Nationale**.

D'un côté, les juridictions - en l'occurrence judiciaires - n'hésitent pas à prononcer des peines sévères à l'encontre de membres de l'enseignement public, ce qui conduit naturellement ces personnels à solliciter davantage de circulaires rassurantes de la part du Ministère de l'Éducation Nationale et à rechercher plus que jamais à limiter les risques, et ce qui incite logiquement l'État à tenter de réduire le champ d'engagement de la responsabilité de ses fonctionnaires comme celui de la sienne propre. Ces mêmes juridictions n'hésitent pas davantage à prononcer des peines non moins sévères à l'encontre des personnels de la commune et de la commune elle-même, ce qui pourrait justifier une limitation des ardeurs de celle-ci dans ses missions d'organisateur ou de participant à des activités scolaires et périscolaires.

D'un autre côté, le Ministère de l'Éducation Nationale entend explicitement reprendre l'entière maîtrise de l'école en réduisant la plus possible la place qu'avaient pu prendre les communes au travers de projets éducatifs locaux ambitieux, et s'emploie à contrôler l'ensemble des activités proposées aux enfants dans le champs périscolaire, tout en encourageant les communes à les organiser. La circulaire du 9 juillet 1998, relative à la place du contrat éducatif local est dépourvue d'ambiguïté à cet égard.

On connaissait le traditionnel débat entre le conseiller et le payeur. On connaîtra probablement de plus en plus le débat entre l'incitateur et le responsable.

JMG.

## **Gestion du droit de reproduction par photocopie pour les écoles : Entrée dans une phase expérimentale**

Nous vous avons tenu régulièrement informés dans les numéros 8, 10 et 16 de La Communale, de la concertation engagée par l'ANDEV avec le Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC), organisme chargé de percevoir et de répartir les droits de reproduction par photocopie.

Pour y voir plus clair avant de déterminer les orientations les plus opportunes, il a été convenu de réaliser une enquête, en s'appuyant sur le réseau de l'Association, dont les finalités sont les suivantes :

- Recenser précisément les pratiques de photocopies au sein des écoles.
- En déduire des volumes de photocopies d'oeuvres protégées en différentes valeurs moyennes.
- Évaluer les corrélations entre les volumes de photocopies d'oeuvres protégées d'une part, et les quartiers (ZEP ou REP), la nature et la taille de l'école d'autre part.
- Préciser les natures des ouvrages photocopiés.
- Identifier les montages à partir de plusieurs ouvrages et évaluer leur proportion au regard de l'ensemble des photocopies
- Sensibiliser les enseignants et les communes à la loi et à son application.
- Tester les incidences, fut-ce partiellement, et la faisabilité d'une transposition aux communes du système déclaratif sur lequel le CFC fonde son recouvrement des redevances.
- Affiner les critères de détermination du montant de la redevance qui serait due spécifiquement par les écoles (le CFC a pris en considération d'autres particularités, pour l'enseignement supérieur notamment).
- En déduire des projections des montants moyens par élève des redevances qui seraient dues.

Le cadre général de cette expérience sera le suivant :

- Déroulement de l'étude sur une période d'un mois dans trois villes volontaires différentes : une ville de banlieue, une petite ville et une grande ville.
- Au sein de chacune de ces villes, l'enquête portera sur cinq écoles volontaires de tailles différentes, dont une située en ZEP ou en secteur défavorisé et une maternelle. Plusieurs documents de recensement seront complétés quotidiennement par les enseignants sous le contrôle du Directeur, et leur centralisation sera assurée par le service de l'Éducation de chaque ville.
- Les expériences commencent dès le mois de novembre 98 et s'achèveront fin janvier 99. Elles seront placées sous les signes de la confidentialité garantie des résultats et de l'anonymat des villes et des écoles participantes. Le CFC s'engagera à garantir ce point par écrit.
- Les modalités de mise en oeuvre tiendront compte des impératifs de discrétion et d'information sur les finalités de l'étude que requiert un dossier aussi sensible. C'est ainsi que la communication reposera sur les plusieurs vecteurs :
  - La garantie écrite de confidentialité.
  - Une note de présentation des finalités et du cadre de l'expérience signée conjointement par le CFC et l'ANDEV.
  - Une note de sensibilisation du CFC à l'intention de chaque enseignant.
  - Une rencontre préalable entre le CFC, les collègues concernés, les Directeurs et les enseignants des écoles choisies.

Nous remercions donc un nouveau point au début de l'année 1999. Mais d'ores et déjà, il convient de remercier à la fois le CFC pour sa compréhension, et les collègues qui ont bien voulu accueillir l'expérience pour leur dévouement.

JMG

### **Accident de transport scolaire d'une classe de l'école d'Aix-en-Provence - Réquisitions -**

L'affaire de l'accident de transport scolaire de La Calade pourrait constituer l'intrigue d'un roman politico-judiciaire, s'il ne s'agissait d'un drame qui a frappé durement des familles des Bouches-du-Rhône :

Le 8 avril 1993, une classe de l'école des Lauves d'Aix-en-Provence se trouvait sur le trajet retour d'une sortie scolaire, organisée par l'école avec l'accord du conseil d'école.

Pour une raison restant à établir (on parle de suicide éventuel du chauffeur), le minibus transportant 23 élèves percutait un train au passage à niveau de La Calade. Le chauffeur et trois enfants ont été tués, sept enfants grièvement blessés.

Dans cette affaire complexe, le TGI de Marseille est conduit à des réquisitions mettant en cause le Directeur d'école (responsable de l'organisation des sorties scolaires), l'Adjoint au Maire d'Aix-en-Provence (Président du CCAS employeur du chauffeur et Président de l'Office Municipal d'Action Sociale -OMAS-), la Directrice du CCAS (le CCAS étant employeur officiel du chauffeur) et le Directeur de l'OMAS, (organisateur du transport auprès duquel a été mis à disposition le chauffeur, et qui a loué le minibus à la société AVIS).

Les débats sur la responsabilité du Directeur d'école en matière d'organisation des sorties scolaires ont beaucoup tourné autour du chauffeur en particulier sur son état de santé et ses capacités réglementaires à conduire le minibus, ainsi que sur des "liens" politiques et personnels éventuels entre les principaux accusés.

En tout état de cause, le chauffeur qui faisait l'objet d'une restriction de son permis de conduire (limitation à un rayon de 50 km) aurait été "imposé" par l'Adjoint au Maire qui aurait refusé de signer un arrêté de suspension pour raison de santé dudit chauffeur, arrêté rédigé par la Directrice du CCAS.

**Le Ministère Public a requis contre cette dernière, qui a rédigé le projet d'arrêté et qui avait demandé des expertises, une condamnation de 6 à 8 mois d'emprisonnement pour ne pas avoir "veillé à l'application de la décision". En d'autres termes, c'est le non usage de son "obligation de désobéissance" qui peut être ainsi retenue contre elle.**

Le Directeur d'école, principal accusé, qui aurait "soutenu" le chauffeur (en faisant signer une pétition en sa faveur) est accusé de ne pas avoir vérifié l'aptitude du chauffeur, ni vérifié l'état du minibus (qui, en outre, transportait 23 enfants plus une seule institutrice, pour 20 places).

Le jugement a été mis en délibéré au 17 décembre 1995 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille.

FO

### **Le rapport coûts/résultats des systèmes éducatifs**

Dans un rapport intitulé "Regards sur l'Éducation - les indicateurs de l'OCDE (édition 1998)", l'OCDE estime que les résultats des systèmes éducatifs sont insuffisants par rapport aux coûts.

"Compte tenu du poids des dépenses d'éducation, plus de 5 % du PIB dans la plupart des pays, il est important que les systèmes éducatifs délivrent de bons résultats à un coût raisonnable" estime l'OCDE dans son édition 1998 de "Regards sur l'Éducation : les indicateurs de l'OCDE". Le rapport souligne les inégalités salariales compte tenu du niveau de formation dans les pays membres de l'OCDE et les résultats "parfois décevants" des systèmes éducatifs dans certains domaines.

Les dépenses d'éducation ont recommencé à augmenter dans les années 90. Ces dépenses ont progressé plus rapidement que le revenu national dans 14 pays sur 19, et dans 10, cette progression a été de 5 % supérieure à celle du revenu national. En Italie et en Turquie en revanche, la part des dépenses d'éducation dans le PIB a chuté de 20 % ou plus. L'OCDE estime que "cette progression des dépenses d'éducation exerce de fortes pressions sur les finances publiques déjà mises à rude épreuve, et ce, dans des pays où l'éducation est encore financée (majoritairement) par des fonds publics". Cependant, les financements privés interviennent pour une part croissante et représentent en moyenne 9 % du financement initial. Les contributions privées représentent plus de 50 % des dépenses finales d'enseignement tertiaire en Corée, au Japon et aux États-Unis.

Un jeune passe 16 ans et demi dans le système éducatif, selon le recensement effectué en 1996, contre moins de 15 ans en 1990. Les effectifs scolaires dans l'enseignement tertiaire ont progressé de 30 % dans la moitié des pays entre 1990 et 1996.

Seuls les deux tiers des jeunes inscrits en formations universitaires vont au terme de leur formation. 34 % des jeunes suivent des études universitaires, mais seulement 22 % obtiennent un diplôme, avec cependant des taux de 80 % en Hongrie, au Japon et au Royaume-Uni et moins de 40 % en Italie.

Quant à l'écart entre "les élèves les plus forts et les élèves les plus faibles", il est en général plus fort à 13 ans qu'à 9 ans et il s'accroît tout au long de la scolarité, même si l'Écosse et la Grèce parviennent à réduire cet écart entre 9 et 13 ans de façon significative.

En général, les adultes dont les parents n'ont pas achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont moins d'une chance sur 5 d'être diplômés de l'enseignement supérieur, alors que la proportion est de 2 à 3 chances sur 5 pour ceux dont les parents ont atteint ce niveau d'études...

Pour ce qui concerne la France, le rapport intitulé "L'État de l'école, 30 indicateurs sur le système éducatif français" (édition 1998) du Ministère de l'Éducation Nationale, précise que la part de la dépense intérieure d'éducation est passée de 6,3 % du PIB en 1974 à 7,3 % en 1997. La dépense moyenne par élève du premier degré est passée (base de prix 1997) de 14 000 francs par élève en 1975 à 24 000 francs en 1997 (soit 41,6 %). La part des collectivités locales dans la structure du financement des dépenses d'éducation n'a cessé de croître, passant dans le même temps de 14,1 % à 20,4 %.

En 1997, les dépenses d'éducation du seul premier degré s'élèvent à 158 millions de francs pris en charge à raison de 53,2 % par l'État, 39,5 % par les collectivités locales (les communes) et 7,2 % par les familles

Par contre, dans les cinq dernières années, plus de 50 % des enfants d'ouvriers sortent de l'école au niveau V et inférieur, moins de 20 % accédant aux diplômes de l'enseignement supérieur.

A l'autre bout de l'échelle, 80 % des enfants de professeurs et professions libérales sortent de l'école avec un diplôme d'enseignement supérieur, moins de 5 % d'entre eux sortant au niveau V ou inférieur.

**En conclusion, l'augmentation très importante de la dépense publique ne s'est pas traduite en France par une réduction sensible des inégalités sociales dans le système éducatif, les écarts ayant, au contraire, tendance à se creuser, interrogeant l'école sur sa propension à remplir l'un de ses préceptes fondateurs, à savoir l'égalité des chances.**

FO-AEF

## **Création d'une fédération européenne pour un multimédia éducatif**

Edith CRESSON, Commissaire Européenne, chargée de l'Éducation, a annoncé en octobre, lors d'un discours à l'Association Space Explorers à Bruxelles, la création avant fin 1999 d'une **fondation européenne pour un multimédia éducatif**.

La FAME doit permettre de définir les équipements, les contenus et la formation des enseignants nécessaires pour généraliser un multimédia éducatif de même niveau dans toute l'Union Européenne, en faisant converger les objectifs de tous les partenaires. La fédération aura deux axes de travail : la réflexion (analyse et échanges d'informations) et l'action (montage de projets de niveau européen pour la co-production et la co-diffusion de produits, de services et de nouvelles pratiques).

Cette structure, dont le principe était déjà présent dans le plan "Apprendre dans la société de l'information" initié par Édith CRESSON en octobre 1996, est en gestation depuis environ un an.

Son statut juridique n'est pas encore totalement défini ; ce sera probablement une association de droit européen, dont les membres ne seront pas forcément des personnalités morales, afin que les Ministères de l'Éducation puissent y être représentés. Cette structure souple n'aura pas (ou peu) de budget propre ; seuls les projets qu'elle lancera seront financés.

AEF

## **La "dévaluation" des diplômes et la baisse des effectifs scolaires en France**

Dans la deuxième édition de "France, portrait social", publiée fin octobre, l'INSEE met en évidence une tendance à "la dévaluation" des diplômes en France : En effet, "à mesure que les diplômes se diffusent, ils perdent de leur rareté". Ils n'assurent donc plus, comme par le passé, un emploi de cadre ou de profession intermédiaire, et un haut salaire. L'INSEE souligne que l'accroissement continu du niveau scolaire en France permet de rattraper un niveau déjà établi depuis dix ans au Danemark, en Belgique et aux Pays-Bas. Mais cette évolution concerne différemment les générations successives. Ainsi, l'allongement de la durée des études est plus importante depuis la fin des années 80. Si cette tendance se prolongeait à ce rythme, la moitié des élèves français nés en 1990 atteindrait un niveau de 3ème cycle universitaire.

L'expansion de la durée de la scolarité est largement partagée en Europe même si les rythmes de croissance varient sensiblement selon les pays. C'est au Portugal, en Grande-Bretagne et en Irlande que les jeunes arrêtent le plus tôt leurs études. En la matière, l'Espagne, avec une croissance très importante et régulière, a aujourd'hui rattrapé l'Allemagne. L'INSEE estime aussi que le renforcement en France des dispositifs de formation alternée pourrait être de nature "à favoriser une meilleure adéquation des niveaux de formation des actifs aux besoins", et permettrait d'ouvrir à "des population plus larges les connaissances et savoir-faire nouveaux".

Dans cette étude qui couvre l'année 1997 et le premier semestre 1998, l'INSEE indique, par ailleurs, que "la stabilisation des taux de scolarisation intervient sur fond de diminution des effectifs scolarisés".

"Pour la première fois, le ratio population scolaire/population générale âgée de 2 à 22 ans révolus cesse d'augmenter", note l'INSEE. Il s'établit à la rentrée scolaire et universitaire de 1997 à 91,4 % et est en recul de 0,1 point par rapport à 1996, ce qui correspond à une baisse de 89 000 personnes. Au cours de l'année scolaire 1997-1998, le nombre d'élèves et d'étudiants, estimé à 14 570 600 personnes, a reculé de 0,6 % par rapport à l'année dernière. L'enseignement supérieur a connu une diminution de 24 000 étudiants alors que l'on a recensé une progression de 8 000 collégiens et lycéens.

Les effectifs du premier degré, et surtout ceux de l'enseignement préélémentaire, ont continué à diminuer avec 73 000 enfants en moins. Par ailleurs, "un effort particulier a été fait dans les 558 zones d'éducation prioritaire" pour la scolarisation à deux ans, dont le taux (40 %) dépasse celui des zones hors ZEP (34 %).

**Là encore, on pourrait penser que l'équation "moins d'élèves et plus d'enseignants" aboutisse à l'évolution des niveaux et à la diminution de l'échec scolaire... Cette équation ne semble pas pouvoir se régler au premier degré même si elle apparaît aujourd'hui la principale revendication du milieu enseignant.**

FO-AEF

## **La nouvelle carte des Zones d'Éducation Prioritaire**

L'augmentation du nombre des collèges classés en ZEP devrait être supérieure à 100.

190 collèges pourraient rentrer dans une ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire), et 80 pourraient en sortir, a annoncé aujourd'hui, jeudi 26 novembre 1998, Ségolène ROYAL, Ministre Déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire. La modification de la carte des ZEP entraînerait l'arrivée de 16 000 enseignants en ZEP et à la sortie de 7 à 8 000 d'entre eux. Les entrées s'effectueraient dès le mois de janvier tandis que les sorties auront lieu à la rentrée scolaire 1999.

Ségolène ROYAL confirme que la nouvelle carte des ZEP et la mise en place des REP (Réseau d'Éducation Prioritaire) seront présentées en janvier 1999. Elle réunira le 15 décembre 1998 les responsables académiques des ZEP à Paris et elle enverra une nouvelle circulaire d'application sur la relance de l'éducation prioritaire. Chaque réseau d'éducation prioritaire s'appuie sur un contrat de réussite, passé entre les équipes pédagogiques et les autorités académiques, qui décrit les objectifs de réussite scolaire recherchés et les actions prioritaires mises en place. La Ministre de l'Enseignement Scolaire a précisé que ces contrats sont des engagements pris sur 3 ans même si le Ministère "se réserve la possibilité de faire des ajustements chaque année".

Ségolène ROYAL estime que "c'est un moment crucial de la relance des ZEP, la dernière réforme datant de 1992". Elle considère que les critères pris en compte pour la sortie ou l'entrée dans une ZEP "sont des critères socio-économiques correspondant au rapport Moizan-Simon". Les sorties en ZEP s'effectueront lorsque le classement en ZEP effectué au départ ne correspondait pas "exactement à une situation de ZEP" ou lorsque certaines écoles n'ont pas réellement profité de leur classement comme à Bordeaux où certaines écoles "ne connaissaient même pas leur classement en ZEP". Dans les établissements où le public a évolué, où subsistent moins de difficultés et où les collèves ne connaissent pas de problèmes particuliers, la sortie de la ZEP est également prévue. La Ministre de l'Enseignement Scolaire estime que "même si c'est difficile", son travail est de veiller à ce que "les moyens aillent là où il existe le plus de besoins (...)". Si les critères sont transparents, si la répartition ! on est bien faite, tout le monde se rassemblera autour de l'intérêt général".

Les REP vont permettre de "maintenir les moyens mis en place et la dynamique pédagogique. En aucun cas, de bons résultats ne doivent mener à une pénalisation des établissements". Les ZEP seront parfois réduites pour être "à taille humaine", un collège servant de tête de réseau à la ZEP. A propos de la formation des enseignants travaillant en ZEP, la Ministre a rappelé "que le thème avait été abordé lors des forums régionaux et qu'un travail de pilotage serait mené sur l'accueil des nouveaux enseignants". A propos des écoles rurales actuellement classées en ZEP, Ségolène ROYAL affirme qu'il "n'est pas exclu qu'un certain nombre demeurent en ZEP", et que les autres rentreront dans un REP.

AEF

### **L'ouverture d'"Internet-Écoles", offre commerciale de Vivendi**

Le Président de Vivendi (ex Compagnie Générale des Eaux), Jean-Marie MESSIER a présenté à Reims, l'occasion du Salon Multimédiaville, organisé par l'Association des Maires des Grandes Villes de France, une offre de connexion à Internet pour les écoles lancée par Cegetel et Havas, baptisée "Internet-Écoles".

Il avait alors répondu ainsi aux questions de l'AEF (Agence de Presse Éducation - Formation) :

< La spécificité d'"Internet-École" est-elle de proposer une offre de contenus et d'outils pédagogiques plutôt que de se limiter à un simple abonnement à un fournisseur d'accès ?

*Tout à fait. L'enjeu ce n'est pas un accès brut au réseau mais c'est d'enrichir le travail des enseignants. Ces dernières années, l'approche a été trop limitative. C'était : "il faut avoir Internet pour avoir Internet". Non ! Qu'est ce qu'on veut en faire ? Comment est-ce qu'on peut s'en servir pour modifier les cycles d'apprentissage ? Ce sont ces questions qui ont le plus d'importance pour l'évolution de la société française et pour l'éducation de nos enfants. A notre offre de connexion-Internet, nous ajoutons un vrai "portail" de contenus, dont une partie sera directement accessible dans l'offre d'interconnexion globale. Cette partie comprendra notamment tous les outils pédagogiques pour les enseignants et une partie des outils de compréhension et de découverte pour les enfants, et au-delà de cette offre, un certain nombre d'options et de services complémentaires auxquels les écoles auront accès si elles le souhaitent, notamment pour le travail des élèves dans la classe.*

En même temps, vous semblez regretter de ne pouvoir présenter aux écoles une offre globale, puisqu'elles sont toujours obligées de passer par France Télécom pour payer leurs communications locales...

*C'est vrai que nous avons dû négocier avec France Télécom pour la partie de l'accès final à la boucle locale. Nous aurions préféré pouvoir faire une offre globale et je souhaite que le monopole de France Télécom sur les communications locales saute le plus possible et le plus vite possible, parce qu'il n'a plus grand sens aujourd'hui. Nous travaillons également sur d'autres moyens de relier les écoles au réseau au travers de Numéri-câble pour le câble et ensuite nous espérons introduire d'ici à quelques mois "Internet-Satellite" via notre filiale Canalpro.*

Quand, à votre avis, les collectivités locales, qui sont chargées de financer le raccordement des écoles à Internet, vont-elles se décider pour tel ou tel service ?

*Il faut que les représentants des collectivités locales fassent leur marché et apprennent que la concurrence leur ouvre un certain nombre de choix. C'est la raison pour laquelle nous venons d'éditer un petit guide pratique à leur intention, pour leur expliquer comment tirer partie du marché des télécoms. Mais je crois que d'ici à la rentrée 1999, il va se passer énormément de choses dans ce domaine >.*

"Internet-Écoles" est ouvert depuis le 1er décembre. Plusieurs marques du groupe Havas sont regroupées pour proposer ce nouveau service : Nathan, Larousse, Le Journal des Instituteurs, Havas Interactive et Cegetel. 40 000 écoles élémentaires, les mairies et les instituteurs sont destinataires d'un petit livret présentant le service, qui s'appuie aussi sur AOL-CompuServe.

L'offre comprend des solutions d'accès forfaitaires, la possibilité de créer son site et d'utiliser le courrier électronique, des outils d'aide à l'organisation et à la gestion de l'école, et une aide pédagogique destinée aux instituteurs, de la grande section de maternelle au CM2, avec des ressources documentaires et encyclopédiques ("Biblionet" composé par Nathan-Bordas-Larousse) et de la documentation juridique. Une cinquantaine de fiches pédagogiques par mois sont mises en ligne, (150 le sont déjà) rédigées par l'équipe du Journal des Instituteurs. Les enseignants eux-mêmes, s'ils le souhaitent, pourront proposer des fiches. Tous les jours, des exercices seront suggérés dans différentes matières en rapport avec 5 sujets de l'actualité du jour. Dans un deuxième temps, le site sera ouvert aux écoliers, sous le contrôle de leurs maîtres et maîtresses. Les prochains services concerneront, à partir de 1999, les collèges, les lycées et l'enseignement supérieur.

Le tarif de l'abonnement de base est de 850 francs TTC par an pour l'accès Internet et les services de base. Un "bouquet" éducatif complémentaire est proposé à 650 francs TTC ("le pack total" étant facturé 1 250 francs par an), le plus souvent à la charge de la commune (tout comme l'équipement informatique, le raccordement et les consommations).

Par ailleurs, "Internet-Écoles" sortira le 10 décembre un CD-ROM intitulé "le multimédia au service de l'école", qui sera offert aux enseignants du primaire, qui en feront la demande. Ce CD-ROM doit montrer en quoi les nouvelles technologies sont un outil pédagogique et répondre à toutes les questions que les enseignants se posent à leur sujet. Il comportera à la fois des généralités et un mode d'emploi pour des réalisations pratiques. (Contact : 0 801 10 12 14 Service clientèle Internet-Écoles).

FO-AEF

### **Formation**

Marc DESAINT de l'ENACT d'Angers met en place cette année, à titre expérimental, un cycle de 9 modules de formation destinés aux responsables de services de l'Enseignement. Le public des stagiaires est pour l'essentiel constitué d'Attachés en stage avant titularisation ou en formation d'adaptation à l'emploi.

Nos collègues de Dijon et d'Orléans (Jean-Michel GRENIER et Jean-Michel FRICHETEAU) ont rencontré Marc DESAINT à Paris le 20 octobre dernier, afin de construire, en partenariat, le programme de ces formations et d'envisager l'intervention de l'ANDEV dans l'animation des modules.

Le premier module a eu lieu du 16 au 20 novembre. Christian CLAVEZ (Brest), Jean-Marc BURBAN (Nantes), Jean-Louis MONS (Poitiers) et Jean-Michel FRICHETEAU (Orléans) se sont succédés pour présenter l'action éducative locale. Objectifs, missions, enjeux mais aussi partenaires et moyens des communes ont constitué le programme de ces journées.

Cette première expérience s'est avérée positive bien qu'elle ait été organisée de façon un peu hâtive.

Ce stage a été suivi par un second module à finalité professionnelle, axé sur le management. Marie-Christine PORTET-SALOMON (Perpignan), Corinne DUPUY (Limo-ges), Jean-Michel FRICHETEAU (Orléans) et Danièle HECTOR (Strasbourg) ont présenté les métiers au sein des services Éducation, les outils du management ainsi que l'organisation et la sécurité des fonctions.

D'autres modules devraient intervenir courant 1999, toujours en partenariat avec l'ENACT d'Angers. Leur préparation interviendra dès le début de l'année.

L'ANDEV a d'ores et déjà été contactée par la Délégation Régionale Bourgogne du CNFPT pour un stage "encadrement et management des services scolaires" prévu à Dijon du 1er au 4 juin 1999.

Il est enfin rappelé que les villes peuvent accueillir des stagiaires des ENACT (notamment celui d'Angers) au sein de leur service Éducation et qu'un dispositif permet de faire travailler un groupe de stagiaires sur une étude demandée par une collectivité territoriale.

CD

### **Informations en bref**

#### **Un ordinateur pour chaque enseignant qui se formera aux technologies.**

"En 1999, chaque enseignant qui suivra une formation sur les technologies repartira avec un ordinateur", a déclaré vendredi 9 octobre 1998 Vincent Courtillot, Conseiller Spécial du Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, en clôturant le salon "La France en pointe", consacré au thème "technologies et communication", qui se tenait dans le cadre de la Semaine de la Science début octobre à Marseille.

AEF

## Quels débouchés pour les aides éducateurs?

Selon le Monde du 25/11/1998 (p.10), "l'Éducation Nationale comptera (en janvier 1999) plus de 54 600 emplois-jeunes". Ils éprouvent de grandes difficultés "à concilier leur insertion professionnelle et leur travail dans les établissements scolaires. (...) A peine plus d'un an après le lancement du dispositif, ce nouveau personnel va dépasser le nombre de "pions" (44 000)". Le quotidien donne le mode de recrutement, les conditions de travail, le profil, le lieu de travail, les fonctions et la répartition des aides-éducateurs. Selon le Ministère, 25 % démissionnent "parce qu'ils ont trouvé du travail". A lire : les portraits de Gautier, Cyril, Estelle et Ariane, "aides-éducateurs en quête de lendemains". Par ailleurs, le SNES se demande "pourquoi ce sont les emplois-jeunes qui vont effectuer le travail des surveillants ou des surveillants étudiants" ? On peut ainsi dire que toutes les questions posées par l'ANDEV sur les aides-éducateurs ("La Communale" n° 15) restent d'actualité.

FO-AEF

## Semaine portes ouvertes aux parents à l'école

Cette opération, qui devait se dérouler du 12 au 17 octobre à l'initiative de Ségolène ROYAL, a été un "flop": éclipsée au plan médiatique par le mouvement des lycéens, la semaine des parents s'est souvent limitée, dans le primaire, à la visite de locaux hors temps scolaire ou le samedi matin ou à la seule visite de la cantine pendant le service de restauration. Un sondage IFOP a révélé les raisons du manque de participation des parents à la vie de l'école : manque de temps (75 %), la non prise en compte de leurs suggestions et idées par l'administration scolaire (67 %), des horaires de réunions de parents d'élèves peu pratiques (57 %), un sentiment de faiblesse face aux enseignants (55 %) et d'être jugés (52 %). Néanmoins, les parents seraient prêts à renforcer leur participation dans certaines directions : "aider à la lutte contre la violence scolaire" (28 %), "contribuer à la réussite scolaire" (22 %), "aider à la lutte contre la drogue dans les établissements" (19 %).

"Les règles d'organisation interne de l'école sont parfois mal comprises, notamment par les parents des familles défavorisées", avait expliqué Ségolène ROYAL, pendant sa conférence de presse. Au cours de cette semaine, ils pourront accompagner leurs enfants pendant une journée". La Ministre avait aussi répertorié les sujets à aborder avec eux : le rôle des différents personnels, les instances de concertation et de décision (conseil d'école, d'administration, de classe, etc.), les statuts et fonctions des associations, les activités périscolaires, le règlement intérieur de l'école, le rôle des représentants des parents d'élèves, les programmes, l'évaluation des élèves...

Sur ce dernier point, la principale difficulté réside dans l'extrême complexité du système lui-même et la multitude des textes (décrets, circulaires, notes...). Sur le terrain, les enseignants eux-mêmes n'ont qu'une connaissance très partielle (voire partielle) du partage des rôles et des règles de fonctionnement institutionnels. La confusion règne souvent entre les règles officielles et les positions syndicales dans un domaine où l'on rencontre aussi quelquefois chez les autres partenaires éducatifs des réactions partisans pour les uns, passionnelles pour les autres.

Il faudrait donc sans doute d'abord simplifier et clarifier le fonctionnement de l'école, puis former et informer les enseignants, de telle sorte que les parents puissent eux aussi, à leur tour, être informés et associés. Sur le même registre, la formation et l'information des élus locaux et des directeurs de l'éducation doit se développer et s'améliorer. Les relations entre l'ensemble des partenaires éducatifs en seraient rassérénées et simplifiées.

FO

## Un concours pour équiper une classe en ordinateurs

La Société Apple Computer France organise un concours intitulé "Vive l'an 2000 !" "Apple invite toutes les écoles à changer le monde!" à destination des élèves de maternelle et primaire.

Les élèves sont invités à réfléchir, dessiner, écrire, filmer, éditer sur support papier, cassettes audio et vidéo, disquette, CD-ROM sur le thème "à quoi pourrait bien ressembler le monde après l'an 2000".

Le concours est doté en premier prix de 10 iMac et de nombreux autres prix.

Pour tout renseignements :

**Apple Computer, France - Z.A. de Courtaboeuf - 12, avenue d'Océanie - 91956 Les Ulis Cedex -**  
**Numéro Azur : 08.01.81.71.77.**  
**- [www.apple.fr](http://www.apple.fr) -**  
**[vivean2000@euro.apple.com](mailto:vivean2000@euro.apple.com)**

Par ailleurs, Apple annonce **une réduction de 1 500 francs sur chaque iMac** acheté à compter du 16 novembre.

FO



## **Décret n° 98-1061 relatif aux règles budgétaires applicables aux caisses des écoles**

### **.../... Chapitre 1er**

**Art. 1er** - Le budget de la caisse des écoles est établi en section de fonctionnement et en section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses. Il est présenté par nature.

Les crédits sont votés par chapitre et, si le comité en décide ainsi, par l'article.

Hors le cas où le conseil d'administration a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Président peut effectuer des virements d'articles à articles à l'intérieur du même chapitre.

Les chapitres et articles du budget de la caisse des écoles sont ceux qui sont définis pour les communes, sauf en ce qui concerne les subventions, allocations, primes et secours pour lesquels l'article correspond aux comptes les plus détaillés ouverts dans la nomenclature comptable.

Pour l'application de l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales, les documents budgétaires des caisses des écoles restent déposés au siège de l'établissement public.

Pour les caisses des écoles des communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont présentés dans les conditions définies à l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales, aux articles R. 212-10 et R. 212-2 du code des communes et à l'article 2 du présent décret.

**Art. 2** - Dans les caisses des écoles des communes de 3 500 habitants ou plus et les caisses des écoles intercommunales comprenant une commune de 3 500 habitants ou plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe, en application des articles L. 2313-1 et L. 2313-2 du code général des collectivités territoriales, des données synthétiques suivantes :

Dépenses réelles de fonctionnement rapportées à la population ;

Recettes réelles de fonctionnement rapportées à la population.

Annuité de la dette rapportée aux recettes réelles de fonctionnement.

Les dépenses réelles et les recettes réelles de fonctionnement sont celles qui donnent lieu à décaissement ou encaissement effectif.

L'annuité de la dette comprend le capital à rembourser dans l'exercice, augmenté des intérêts et charges financières.

La population est déterminée conformément à l'article R. 212-8 du code des communes.

Lorsque la caisse des écoles gère un ou plusieurs services non personnalisés en budget annexe, les ratios sont établis après consolidation des résultats du budget principal et des budgets annexes.

**Art. 3** - Pour les caisses des écoles des communes de 3 500 habitants et plus et les caisses des écoles intercommunales comprenant une commune de 3 500 habitants ou plus, les dotations aux amortissements des immobilisations, prévues et liquidées dans les conditions fixées à l'article R. 221-10 du code des communes, constituent des dépenses obligatoires.

**Art. 4** - Les dotations aux provisions effectuées dans les conditions définies aux deuxième à cinquième alinéas de l'article R.221-11 du code des communes constituent également des dépenses obligatoires pour les caisses des écoles.

### **Chapitre II Règles de délégation de signature**

**Art. 5** - Le Maire, Président de la caisse des écoles, peut déléguer sa signature à un membre élu du comité ou à un ou plusieurs fonctionnaires appartenant à un cadre d'emploi ou occupant un emploi de niveau de catégorie A ou B.

### **Chapitre III Dispositions transitoires finales**

**Art. 6** - Pour l'application de l'article 3 du présent décret, les immobilisations à prendre en compte s'entendent de celles acquises à compter du 1er janvier 1999.

**.../...**

**Commentaires** - Ces dispositions techniques, qui s'inscrivent dans la logique de la mise en place de la M14 dans les communes, sont l'occasion d'évoquer la question "serpent de mer" de l'utilité et du positionnement des caisses des écoles, établissements publics communaux ancestraux placés, en quelque sorte, en position "intermédiaire" entre la commune et l'établissement scolaire primaire.

**Extraits** - Le Conseil de sécurité intérieure, réuni le 8 juin 1998, sous la présidence du Premier Ministre, a arrêté les orientations d'un plan gouvernemental de lutte contre la délinquance des mineurs qui constitue l'une des questions les plus préoccupantes pour la société d'aujourd'hui.

L'évolution de la société, la situation économique, la crise urbaine, et les difficultés d'intégration sont autant de facteurs qui contribuent à cette délinquance et doivent être traités dans le cadre de la politique éducative, de la politique familiale et de la politique de la ville.

Les orientations principales du Gouvernement sont les suivantes :

Agir sur l'environnement des jeunes :

- en responsabilisant les parents et en permettant aux familles d'exercer leurs responsabilités éducatives;
- en renforçant le rôle de prévention de l'école ;
- en améliorant l'accès des jeunes à l'emploi ;
- en protégeant les mineurs des effets de certains médias ;
- en s'attaquant aux trafics, notamment de drogue, dans lesquels des mineurs peuvent se trouver impliqués..../...

## **2. Les actions prioritaires**

### **2.1. L'élaboration du plan local d'action relatif à la délinquance des mineurs**

En fonction des spécificités départementales et locales, le plan d'action relatif à la délinquance des mineurs déclinera les orientations définies par le Gouvernement. Ce plan portera notamment sur les points suivants :

#### **2.1.1. Le dispositif de soutien aux parents et de lien avec l'école**

Les pouvoirs publics doivent s'efforcer de remobiliser les parents et inciter les familles à exercer toutes leurs responsabilités.

Dans cette optique, il est nécessaire d'associer davantage les familles au processus éducatif proposé par le système scolaire. Pour développer le dialogue entre l'école et les parents, il faut inviter ceux-ci à participer le plus possible à la vie des établissements. A cette fin, il faut que les moyens de communication entre le système scolaire et les familles soient clairs et facilement compréhensibles. Il faut également amplifier l'information sur l'activité des délégués de parents.

Les écoles seront invitées à créer des lieux pour recevoir les parents et ouvrir plus largement le dialogue que ceux-ci et, en particulier, ceux qui ne participent pas aux associations de parents d'élèves et qui souffrent le plus d'un manque de reconnaissance.

Il convient également de sensibiliser les parents à leurs responsabilités à l'égard du comportement de leurs enfants. L'éducation à la citoyenneté qui incombe à l'école doit trouver un relais auprès des familles pour être pleinement efficace.

Ce point a notamment fait l'objet des travaux de la conférence de la famille du 12 juin 1998 et a été évoqué lors du comité interministériel des villes du 30 juin 1998.

Cette mesure doit faire l'objet d'un abondement de crédits sur le budget du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (directions de l'action sociale). Une circulaire interministérielle est en cours d'élaboration. Les Préfets (directions départementales de l'action sanitaire et sociale et Sous-Préfet ville) seront chargés de mobiliser tous les partenaires déjà impliqués dans le soutien aux parents pour organiser, sur la base d'un territoire donné (une commune, une agglomération), un réseau visible et accessible des structures d'accueil et de soutien aux familles. L'objectif est d'identifier ces structures (CIDF, UDAF, association de quartier, école des parents et des éducateurs, centre social...) et de renforcer leur action auprès des parents, de favoriser l'adaptation de leurs pratiques pour aller au plus près de ceux que leur culture éloigne des services publics et de conforter la constitution de réseaux d'entraide et de solidarité des familles entre elles.

Un diagnostic local devra être fait en commun par les partenaires dans chaque département, au sein d'un comité de pilotage. Sur la base de ce document, qui fera ressortir les besoins, un ou plusieurs projets seront élaborés pour l'organisation de ces réseaux et pour la création de "points d'information parents" supplémentaires si nécessaire. Un animateur du réseau pourra être recruté et rémunéré sur crédits d'État.

#### **2.1.2. Les actions de prévention en faveur des jeunes à l'école**

## et les actions postsecondaires et périscolaires

Il s'agit :

des classes relais ;

des actions d'accès au droit, pilotées par les cellules départementales justice-ville ;

de l'accompagnement et du soutien scolaire ;

des actions de développement culturel.

.../...

**Commentaires** - Il résulte sans doute d'une nouvelle vision de la "transversalité", entre les services de l'État (particulièrement à travers la politique de la Ville), de trouver dans les textes d'orientation de l'Éducation Nationale des dispositions portant sur la lutte contre la violence et pour la prévention de la délinquance, en même temps que l'on trouve, dans les textes sur la "sécurité intérieure", tout un chapitre sur les actions scolaires et périscolaires.

Notons ici que, si les collectivités locales ne sont pas expressément citées, une disposition comme celle qui "invite les écoles à créer des lieux pour recevoir les parents" relève, en fait, d'une volonté et d'un engagement politique technique et financier de la commune.

FO

### Documentation

*L'état de l'école* - 30 indicateurs sur le système éducatif français - M.E.N. 10/98.

*13 ans d'aménagement du rythme de vie des enfants et des jeunes* - INJEP n°37 - 08/98.

*Internet dans les établissements scolaires - Repères pour les élus* - 10/98 - Observatoire des télécommunications dans la ville.

*Éducation et politique de la ville* - Rapport de Trajectoires - 06/98.

Réédition de l'ouvrage *le Droit de l'Éducation* de Claude DURAND-PRIMBORGNE - Hachette Éducation.

*Administrer l'école* - 10/98 - *La rénovation du service public* - Deux ouvrages de Claude PAIR - Hachette Éducation.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES PARLEMENTAIRES - COMMENTAIRES

### Financement des nouvelles technologies de l'information et de la communication à l'école

Monsieur Jean-Luc REITZER interroge le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur le montant et les modalités de l'aide de l'État aux collectivités locales pour engager le plan de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication à l'école.

**Réponse** - Le développement des technologies d'information et de communication et de leurs usages dans l'enseignement constitue une priorité de l'action gouvernementale. Lancé par le Ministère chargé de l'Éducation Nationale à la rentrée 1997, le plan de développement des technologies d'information et de communication dans l'enseignement (TICE), est intégré au programme d'action gouvernemental : "Préparer l'entrée de la France dans la société de l'information" de janvier 1998. Ce plan a fait l'objet d'un premier bilan à six mois présenté le 9 juin 1998, lors d'une conférence de presse et détaillant les contributions que l'État entend apporter au développement des TICE.

Le plan de développement a fait l'objet d'une déclinaison, dans chaque académie, sous la forme de plans triennaux pour les technologies d'information et de communication établis depuis le 15 juillet 1998, et reprenant les priorités fixées pour 1998 en faveur des établissements des zones sensibles et des zones rurales. Ces plans vont constituer le cadre à l'intérieur duquel seront définis l'intensité et les rythmes des évolutions au cours des trois prochaines années, ainsi que les conditions d'égal accès de tous les élèves à l'usage des technologies d'information et de communication. Les mêmes priorités sont traduites dans les différentes mesures prises au niveau national pour accompagner le développement du plan.

Ainsi, un fonds de soutien de 500 millions de francs aux collectivités locales, qui ont compétence pour engager les dépenses d'équipement dans ce domaine, a été mobilisé par le Gouvernement. Ce fonds a pour finalité de soutenir l'effort d'équipement informatique des collectivités locales au bénéfice des projets pédagogiques des établissements et des écoles situés dans des zones sensibles ou des zones rurales. Géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, il permettra d'accorder des prêts à un taux proche de zéro pour réaliser des travaux de câblage et de mise en réseau interne dans les établissements concernés.

Afin de garantir la cohérence des projets qui seront soutenus avec le plan de développement des TICE et, plus précisément, avec les plans académiques triennaux, les prêts seront accordés aux collectivités sur proposition du Recteur, après avis du Préfet, et seront gérés par les Directions Régionales de la Caisse des Dépôts et Consignations. Les modalités de la mise en oeuvre du fonds ont été précisées par la circulaire n° 98-133 du 22 juin 1998 (parue au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale n° 27 du 2 juillet 1998).

Trois critères essentiels, faisant partie des conditions d'attribution des prêts par le fonds, seront ainsi respectés : la qualité pédagogique des projets présentés (ce sont en effet les objectifs pédagogiques qui doivent orienter les choix de connexions et d'équipement informatique et multimédia) ; le caractère sensible des établissements ou écoles concernés

(situation en ZEP, en zone sensible, en site expérimental de lutte contre la violence, en réseau d'éducation prioritaire, etc.) ou leur situation en zone rurale ; la situation financière de la collectivité locale : il est en effet souhaitable que les collectivités les moins riches puissent être largement bénéficiaires de ces prêts.

L'appel à projets conjoint avec la DATAR "Territoire et NTIC", doté de 10 millions de francs, permettra également d'apporter un soutien financier, à concurrence de 50 % des dépenses d'équipement prévues, à une grande partie des 312 projets reçus au 30 juin 1998. Des aides spécifiques sont, de plus, prévus à hauteur de 12 millions de francs pour des projets d'écoles maternelles et élémentaires. Outre ces concours directement financiers de l'État pour aider les efforts d'équipement des collectivités locales, le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie a, par ailleurs, négocié et signé des accords-cadres avec de nombreuses entreprises. Ces accords offriront aux collectivités de meilleures conditions financières et techniques pour l'acquisition de matériels ou de logiciels ou l'accès à Internet, et proposeront des solutions avantageuses de location ou de crédit-bail (dont les modalités de mise en oeuvre ont été précisées par la circulaire n° 98-133 précitée).

Ces accords-cadres permettent également de démarrer de nouvelles expérimentations ou de mettre en oeuvre certaines actions de formation. Dans le même esprit, la nouvelle offre de raccordement pour l'Éducation de France Télécom, faite le 24 juin 1998, propose une tarification téléphonique spécifique pour l'accès des établissements ou des écoles à leur fournisseur d'accès à Internet, à travers le réseau Numéris. Cette offre avantageuse (forfait de 4 890 francs par an, abonnement et consommation, pour 380 heures, soit, en moyenne, deux heures par jour, 190 jours par an) permet de prendre en compte les dispositifs existants déjà mis en place dans les Académies en liaison avec les collectivités locales. Il n'est en effet plus nécessaire d'adopter les solutions de transport de France Télécom pour bénéficier des conditions préférentielles.

Question n°18794  
J.O.A.N. du 09/11/98

**Commentaires** - *Derrière l'effervescence médiatique créée par les annonces du Ministère sur le thème "Internet à l'école", se pose effectivement de façon criante la question des moyens consacrés par l'État et les collectivités locales pour l'implantation et le développement de l'ensemble des technologies nouvelles, mais en premier lieu de l'informatique dans les écoles.*

*Derrière cette dernière terminologie, qui semble devenue presque tabou (le terme informatique n'étant utilisé qu'une seule fois par exemple dans la présente réponse, et encore pour désigner "l'effort d'équipement informatique des collectivités locales"), se posent toujours des questions de fond, qui ne sont pas abordées ici :*

*Si, comme le dit le Ministère dans la présente réponse "les collectivités locales ont compétences pour engager des dépenses d'équipement" dans le domaine du matériel informatique et du câblage des écoles, elles n'ont résolument ni une compétence exclusive, ni une obligation en ce domaine, comme le semblent laisser entendre un certain nombre de responsables politiques et administratifs de l'Éducation Nationale. On notera, en particulier, que les 500 millions de francs annoncés par le Ministère sont destinés à des travaux de câblage ("la pose des tuyaux", dont on peut penser qu'ils relèvent de la compétence d'aménagement des locaux des collectivités) sont en fait des **prêts à taux 0**, ce qui ne constitue pas, en temps d'inflation faible, un avantage financier important, mais plutôt une incitation à l'endettement ! Par contre, l'appel à projets (et les financements) de la DATAR constitue une démarche intéressante, qui semblerait devoir se poursuivre en 1999.*

*Cette question revêt deux autres aspects dans la vie de l'école :*

*Comment susciter l'intérêt de l'enseignant dans sa classe, de mobiliser l'équipe pédagogique sur l'évolution des pratiques par l'utilisation de l'informatique dans l'école ?*

*Quels sont les moyens humains et financiers consacrés par chaque Académie, par chaque Inspection pour la formation permanente et réellement continue des enseignants en ce domaine (en évolution incessante) ?*

*On ne peut, en effet, raisonnablement penser que les seules personnes formées sérieusement aux techniques informatiques dans l'école soient ceux des aides-éducateurs qui ont été recrutés, sur profil, pour ce faire..*

*Il convient donc, pour éviter un nouveau traumatisme analogue à celui créé par le "plan informatique pour tous", de motiver les maîtres et de faire un effort sans précédent en matière de formation dans le domaine des technologies nouvelles. Faute de cela, l'investissement informatique dans l'école risquerait d'être à fonds perdu ! La mobilisation des IUFM, des CDDP, conjointement, et de façon coordonnée, à l'engagement de certaines communes "volontaristes" semble démontrer que le défi pourrait bien être relevé à condition que l'on accepte que dans ce domaine, plus que dans tout autre, le contenant et le contenu soient étroitement liés et que le "monopole pédagogique" ne puisse interdire aux communes d'être associées à tous les aspects du développement des NTIC à l'école.*

FO

Monsieur Robert LAMY attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur l'absence de professeur d'éducation physique en primaire. Il lui demande donc quelles mesures il envisage pour favoriser la pratique du sport à l'école.

**Réponse** - L'enseignement de l'éducation physique et sportive, comme celui de toutes les autres disciplines, est de la responsabilité des enseignants des écoles qui, dans leur immense majorité, assurent cet enseignement avec qualité et constance. Même si l'horaire moyen national est de l'ordre de 2 h 45 par semaine, il faut reconnaître qu'il y a d'importantes variations selon les lieux, les écoles et les classes. La participation de professionnels des activités physiques et sportives relevant des collectivités territoriales est effective dans 20 % des classes, la durée de leur intervention, en présence et avec le maître, variant entre une et deux heures hebdomadaires. La présence de professeurs spécialisés d'éducation physique et sportive, comme à Paris, collectivité territoriale qui dispose d'un corps particulier d'enseignants, ne se traduit pas par une durée supérieure de la pratique du sport et des activités physiques et sportives par les élèves des écoles.

En effet, pendant longtemps, cette intervention de professionnels spécialisés pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive a pu s'effectuer en substitution complète des maîtres, ce qui a pu conduire certains de ces enseignants à ne pas s'impliquer suffisamment dans l'enseignement de cette discipline. Toutefois, d'une manière générale, les relations établies entre les collectivités territoriales et l'école au cours de ces dernières années, l'élévation du niveau de compétence des éducateurs territoriaux des APS se traduisent par une meilleure prise en compte de leur intervention, qui est ensuite accompagnée par l'action directe des enseignants d'école.

Par ailleurs, ce type d'intervention limitée dans le temps permet à ces fonctionnaires territoriaux d'assurer la liaison avec les activités organisées par les collectivités locales et les associations, dans les temps péri et extrascolaires. C'est ainsi, que la mise en place des contrats éducatifs locaux devrait permettre d'augmenter sensiblement le temps de pratique des activités physiques et sportives offertes à tous les enfants de l'école primaire, notamment grâce à l'union sportive de l'enseignement du premier degré qui relaie efficacement l'action de l'école.

Question n°17105  
J.O.A.N. du 09/11/98

**Commentaires** - *La question de l'enseignement de l'éducation physique à l'école n'est que la face visible de l'iceberg : L'articulation des intervenants en ce domaine, à savoir le maître, l'éducateur sportif territorial et l'aide-éducateur, renvoie non seulement à l'évolution du métier d'enseignant dans le premier degré (voir l'article sur la charte de l'école du XXIème siècle), mais également à l'évolution et au devenir des "métiers" des éducateurs sportifs territoriaux et des aides-éducateurs, dont nombre d'entre eux ont été recrutés spécifiquement pour intervenir dans l'école sur les discipline sportives.*

*La tendance générale est sans aucun doute le "renvoi" des éducateurs sportifs vers les domaines péri et extra scolaires, voire vers les associations et clubs sportifs, même si le projet de loi relatif au développement et à la démocratisation des A.P.S. prévoit que cette discipline soit assurée par les enseignants assistés, "en tant que besoin", à sa demande et sous sa responsabilité, d'un "personnel qualifié".*

*Enfin, même si les contrats éducatifs locaux permettent de "mettre de l'huile" dans les rouages, en particulier dans l'articulation entre enseignants et non enseignants, au plan local dans les temps scolaires, péri et extra scolaires, ils ne sauraient en aucun cas résoudre les problèmes de fond, qui relèvent d'une articulation et d'une mise en cohérence des dispositifs législatifs et réglementaire relevant de l'État (Édu-cation Nationale, Jeunesse et Sports) et des collectivités territoriales (la filière sportive territoriale).*

FO

### Aides-Éducatés - Responsabilité Civile

Monsieur Michel MEYLAN interroge Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité (qui a transmis la question au Ministère de l'Éducation Nationale) sur la responsabilité des communes à l'égard des aides-éducateurs. Il lui demande de préciser les responsabilités réciproques de l'Éducation Nationale et de la commune, en matière de responsabilité civile pour les emplois-jeunes, qui sont conduits à intervenir dans le cadre d'activités périscolaires (cantine, étude, garderie, activités sportives...) dans les écoles primaires et maternelles par l'Éducation Nationale.

**Réponse** - En cas de faute dans la surveillance d'un élève imputable à un aide-éducateur, lors d'une activité organisée dans le cadre d'une convention d'exercice des fonctions d'aide-éducateur hors du temps scolaire, la loi du 5 avril 1937, qui substitue la responsabilité de l'État à celle des membres de l'enseignement public pour les dommages causés ou subis par un élève peut être évoquée.

L'action en réparation est alors portée par la victime ou son représentant légal devant le juge judiciaire devant lequel l'État est représenté par le Préfet du Département. En revanche, lorsque le dommage trouve son origine dans une mauvaise organisation du service, cette organisation relevant de la compétence de la commune, la responsabilité de celle-ci peut être engagée sur le fondement des règles applicables en matière de responsabilité administrative. La réparation des préjudices ressort alors de la compétence du juge administratif. Toutefois, les aides-éducateurs recrutés par les EPLE et mis à disposition des communes sont couverts en cas d'accident survenu à l'occasion d'une activité par la législation sur les accidents du travail instaurée par le livre IV du code de la sécurité sociale, ce risque étant assumé par l'établissement en sa qualité d'employeur.

**Commentaires** - *Les aides-éducateurs en tant que “membres de l’enseignement public” bénéficient donc comme les “instituteurs” d’un régime exorbitant des principes généraux fixés par le code civil (articles 1382 et 1383), tant au plan de la responsabilité que de la réparation du préjudice.*

*La loi du 5 avril 1937 (en particulier son article 2) instaure une règle qui substitue à la responsabilité personnelle de l’enseignant, celle de l’État.*

*Pourtant, comme le souligne Jean-Michel GRENIER, dans son ouvrage sur le rôle et les responsabilités des communes dans l’A.R.S. (le dossier d’expert de la lettre du cadre territorial), de nombreuses ambiguïtés et incertitudes demeurent dans les régimes de responsabilité des acteurs éducatifs.*

*Une bonne partie de ces ambiguïtés sont liées à l’éclatement du principe ancestral “d’unicité de lieu, de temps et de contenu” de l’acte éducatif, ainsi que du régime de la polyvalence du maître, chers aux hussards noirs de la République et à leur institution, et qui sont la base de la construction réglementaire du droit de l’Éducation.*

*Plus les zones d’incertitudes seront nombreuses, plus l’écart entre le discours institutionnel et la réalité sera grand, plus c’est au juge qu’il reviendra de dire le droit à travers la jurisprudence, contredisant de plus en plus souvent les textes ministériels.*

FO

### Coopérative Scolaire

Monsieur Nicolas ABOUT attire l’attention de Madame le Ministre Délégué chargé de l’Enseignement Scolaire sur les difficultés que rencontrent les écoles primaires pour gérer les crédits de leur coopérative scolaire. Il lui rappelle que les crédits des coopératives scolaires ont pour but d’aider les enseignants et les élèves à financer des projets éducatifs, élaborés dans le cadre de la vie scolaire, tels que des activités manuelles, des sorties sportives ou culturelles, des colonies.

Pour ce faire, ils reçoivent des fonds et des subventions émanant des parents d’élèves et parfois de leur commune. L’affectation de ces fonds doit alors faire l’objet de justificatifs stricts, afin que le contrôle du trésorier-payeur général puisse s’exercer. Or, les besoins croissants des écoles en matériel scolaire ont conduit peu à peu à une dérive dans l’affectation de ces fonds “coopératives” : c’est, par exemple, le cas des contrats d’entretien de photocopieurs. Ces contrats constituent un achat d’investissement et, de ce fait, ne relèvent pas des subventions de fonctionnement que versent les communes aux écoles pour leurs achats de fournitures.

Les écoles se servent donc de leurs crédits “coopératives” pour financer ces contrats. Elles se heurtent alors au règlement intérieur des associations départementales relevant de l’Office Central de la Coopération à l’école, qui ont pour mission de gérer ces fonds. Celles-ci, en effet, n’autorisent pas les écoles à utiliser les crédits “coopératives” municipaux pour un achat d’investissement. Elles sont d’ailleurs elles-mêmes soumises au contrôle d’un commissaire des comptes. Il lui demande donc de bien vouloir lui confirmer l’impossibilité pour les écoles primaires d’imputer ce type de dépenses sur les subventions de fonctionnement versées par les communes. Dans l’affirmative, il lui demande si les écoles peuvent alors se servir de leurs crédits “coopératives” sachant que cela ne correspond pas à leur objectif initial. Si tel n’était pas le cas, il lui demande les mesures qu’elle entend prendre pour permettre aux écoles de réaliser ces achats d’investissement, et aux communes de les y aider, sans se heurter à des textes réglementaires ou à des règlements intérieurs qui ne l’autorisent pas.

**Réponse** - Les écoles publiques n’ont pas de personnalité juridique et ne disposent pas de budget propre. Elles ne peuvent donc pas recevoir de subventions de fonctionnement, ni effectuer elles-mêmes des achats. La loi du 22 juillet 1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l’État, pour l’enseignement public, précise que la commune a la charge des écoles, qu’elle en assure le fonctionnement, mais également la construction, l’entretien et l’équipement.

**L’équipement d’une école en photocopieur entre donc bien dans les compétences de la commune, même s’il ne présente pas pour celle-ci le caractère d’une dépense obligatoire.** Si le budget communal n’a pas prévu une telle dépense d’équipement, rien n’interdit à une coopérative scolaire de la prendre en charge, dans le cadre de sa mission. Il peut advenir que la coopérative adhère à une fédération qui lui impose un règlement intérieur contraire, mais il n’est pas de la compétence du Ministère chargé de l’Éducation Nationale d’intervenir dans les affaires internes des associations.

**Commentaires** - *Bonne question ! D’autant plus que si elle se pose pour les photocopieuses, elle se pose plus généralement pour tous les supports de reproduction et de diffusion des données, des sons et des images. En d’autres termes, on trouve sous le même régime l’ensemble de l’équipement en audiovisuel et en informatique des écoles (et les contrats d’entretien y afférent).*

*Réponse laconique pour ménager les susceptibilités. Il convient tout d'abord de rappeler que le régime "d'obligation pour les communes" fixé par le décret du 29 janvier 1890, concernant le "matériel de classe à usage collectif" est aujourd'hui désuet et incohérent au regard des principes de la décentralisation (et de l'évolution des techniques).*

*Par ailleurs, assurer le financement du fonctionnement et d'équipements destinés à un service public, (celui de l'Éducation), à travers une association privée, constitue une des caractéristiques de la "gestion de fait" pénalement condamnable (cf. La Communale n° 8).*

*Les coopératives scolaires n'échappent pas à la règle, et c'est sans doute en partie pour cela que l'O.C.C.E. se refuse à autoriser les coopératives scolaires adhérentes de procéder à des investissements pour l'école.*

*C'est également en ce sens qu'il faut interpréter la circulaire du 15 février 1990, qui conseille aux communes d'instituer un système de "régie d'avance" pour les crédits relevant du budget communal de petits équipements et fournitures des écoles (système lourd et contraignant pour les Directeurs, et a priori très peu utilisé).*

*Enfin, la réponse se situe bien dans la construction d'un vrai statut de l'école primaire en France et dans la rénovation du cadre juridico-financier de l'action communale au profit de cette école, le tout n'étant qu'un des aspects de la rénovation de l'école telle qu'elle apparaît dans le rapport Pair.*

FO

### **Médecine Préventive du Travail dans l'Éducation**

Monsieur Jack LANG appelle l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur le fonctionnement des services de médecine de prévention dans les administrations et établissements publics de l'État.

En effet, le décret n° 95-680 du 9 mai 1995, relatif à l'hygiène, la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique, a apporté de nettes améliorations quant à l'organisation des services de médecine des administrations. Toutefois, la nature et la fréquence des visites proposées aux agents de ces administrations restent à l'appréciation du seul médecin de prévention.

Par ailleurs, les moyens budgétaires dont dispose une administration comme l'Éducation Nationale, par exemple, au titre de la médecine de prévention, ont été accrus de manière significative par la loi de finances pour l'année 1998. Cependant, dans bien des cas, et malgré ces importantes améliorations, ces missions ne peuvent être assurées pleinement, du fait de l'insuffisance de personnel et de structures adaptées. Il souhaite donc savoir si le Gouvernement envisage de prendre des mesures pour renforcer les effectifs du corps de la médecine scolaire.

**Réponse** - La médecine de prévention à l'Éducation Nationale relève de dispositions communes à toute la fonction publique de l'État fixées par le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié par le décret n° 95-680 du 9 mai 1995, relatif à l'hygiène, la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique. La surveillance médicale des personnels, instaurée par ce décret, a pour objet de "prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail". Les dispositions antérieures du décret du 28 mai 1982 précité n'imposaient pas de visites médicales obligatoires. Cependant, les agents l'estimant nécessaire pouvaient demander à bénéficier d'un examen annuel au sein des académies et des actions de prévention et de suivi étaient prioritairement engagées en faveur des personnels les plus exposés à certains risques : agents de service, ouvriers professionnels, personnels de restauration et personnels techniques et professionnels.

Le décret du 9 mai 1995 rend désormais obligatoire la visite médicale des personnels, dans le cadre de leur travail. La nature et la fréquence de ces visites sont appréciées par le médecin de prévention en fonction des agents et des postes de travail que ceux-ci occupent. En tout état de cause, ces visites doivent être au moins annuelles pour les personnels nécessitant une surveillance particulière et quinquennales pour les autres agents. Les actions de prévention et de suivi, destinées aux personnels les plus exposés, seront poursuivies.

Depuis le 1er janvier 1996, les supports budgétaires dont disposait l'Éducation Nationale au titre de la médecine de prévention s'élevaient à 47,5 équivalents temps plein (E.T.P.). À compter du 1er janvier 1998, dans le cadre du renforcement des crédits inscrits dans la loi de finances 1998, une enveloppe correspondant à 15 E.T.P. de médecins de prévention a été attribuée au service de promotion de la santé en faveur des personnels. Des moyens supplémentaires seront demandés dans les années à venir, l'objectif étant d'avoir un médecin de prévention par département, deux dans les gros départements, soit une centaine de praticiens.

Question n° 18954  
J.O.A.N. du 23/11/98

**Commentaires** - La présente question est doublement remarquable. Tout d'abord parce qu'elle émane d'une haute personnalité, qui fut Ministre de l'Éducation Nationale et de la Culture, et qui doit, pour s'exprimer sur ce domaine, faire preuve d'un sens de la nuance avéré.

Ensuite parce qu'elle pose un problème de fond que nous avons abordé dans le numéro 12 de "La Communale" consacré à la santé scolaire, à savoir la grande faiblesse des contrôles de médecine préventive des enseignants, soumis comme tous les autres fonctionnaires de l'État au régime de l'obligation :

*Exposés, parce qu'ils sont en présence quotidienne et permanente de nombreux enfants, les enseignants doivent être suivis pour être protégés eux-mêmes des infections et contagions, mais également pour protéger les enfants des contaminations dont ils pourraient être le relais :*

*Dans une école élémentaire, un enseignant, lors d'une consultation de routine chez son médecin traitant, est hospitalisé d'urgence, atteint de la tuberculose à un stade avancé. Après une séance de vaccinations précipitée des élèves de l'école, 10 enfants sont maintenus sous surveillance, 4 sont placés sous traitement préventif...*

*Cela pourrait être du Zola, si cela ne se passait, il y a quelques mois, dans un quartier aisé d'une grande ville de Province, dont le secret professionnel interdit de citer le nom.*

*Quel risque l'État fait-il courir à ses personnels et aux élèves en fermant les yeux et en n'appliquant pas la loi faute de moyens, et faute de responsabilisation de ses personnels, alors, qu'il est si exigeant vis à vis des personnels municipaux intervenant dans l'école ? Comment l'école peut-elle, dans ces conditions, revendiquer la responsabilité de l'Éducation à la citoyenneté et à la santé, si elle ne donne pas elle-même l'exemple ?*

*Enfin, pourquoi les organisations syndicales enseignantes et les fédérations de parents d'élèves sont-elles aussi silencieuses sur ce droit élémentaire à la santé ?*

FO

### **Les Comités Locaux d'Éducation**

Madame Bernadette ISAAC-SIBILLE demande à Madame le Ministre Déléguée Chargée de l'Enseignement Scolaire de lui indiquer la raison de l'absence des comités locaux d'éducation dans l'Académie du Rhône.

**Réponse** - Les comités locaux d'éducation sont constitués par l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, qui en désigne les membres. Ils sont créés sur des secteurs définis pour leur unité géographique, économique, culturelle et les solidarités de territoire qui s'y exercent.

Dans le département du Rhône, 29 comités ont été constitués, basés sur le découpage des circonscriptions d'Inspecteur de l'Éducation Nationale, et de regroupements d'arrondissements pour la Ville de Lyon.

Les premières réunions, auxquelles étaient invités les sénateurs, les Députés-Maires, les Inspecteurs de l'Éducation Nationale, les représentants des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale, des représentants des Directeurs d'écoles et des parents, se sont déroulées au mois de juillet 1998.

Question n° 16980

J.O.A.N. du 5 octobre 1998

**Commentaires** - *Les comités locaux d'éducation ont été "réactivés" par Madame Ségolène ROYAL dans le cadre de la préparation de la carte scolaire 1999/2000. Ce qui n'est pas dit dans la réponse, et qui constitue probablement la raison de l'absence de réunions de comités locaux d'éducation dans certaines communes ou dans certains quartiers, c'est le boycott, organisé par le Syndicat des Inspecteurs de l'Éducation Nationale : Ce syndicat a, en effet, lancé en 1997/1998 un mot d'ordre de refus d'organisation et de participation des I.E.N. aux comités locaux d'éducation, et ce mot d'ordre a été reconduit pour l'année 1998/1999.*

FO

### **Le taux d'encadrement des cantines scolaires**

Madame Christine LAZERGES demande à Madame la Ministre Déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire s'il ne serait pas judicieux d'envisager une législation claire sur les modalités d'encadrement des élèves pendant la restauration quand celle-ci est assurée par les communes et structures intercommunales ? Les textes régissant les CLSH pourraient peut-être servir de modèle.

**Réponse** - Les cantines scolaires sont un service municipal, organisé par et sous la responsabilité du Maire de la commune. Le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie n'est pas compétent pour réglementer les taux d'encadrement qui s'y appliquent.

Question n° 17949

J.O.A.N. du 5 octobre 1998

**Commentaires** - *Voilà une réponse qui, si elle est juridiquement exacte, est bien éloignée de la volonté exprimée par le Ministère, à travers les contrats éducatifs locaux, et dans la charte de l'école du XXIème siècle, de placer sous la conduite de l'école les temps périscolaires (et le temps de restauration en est un) et extra-scolaires.*

*Souhaitons qu'en ce domaine le bon sens et la vigilance n'aient pas à être remplacés par une réglementation contraignante et probablement coûteuse...*

FO



## UNE CHARTE POUR L'ÉCOLE COMMUNALE DU XXIÈME SIÈCLE ?

Chacune des analyses produites dans *“La Communale”* sur les dispositifs éducatifs, tant locaux que nationaux, s’appuie sur une consultation préalable de quelques uns des Directeurs de l’Éducation de Villes, qui sont les plus impliqués, et a priori, le mieux informés, dans ce domaine. Sur la “Charte du XXIème siècle, ce premier tour de table a permis de constater, ce qui sera certainement de nature à rassurer le lecteur, que tous partageaient la même dubitation, hésitant entre méconnaissance, doute et incompréhension. Toutefois, ils reconnaissent tous volontiers l’importance de la question et l’ampleur des chantiers sur lesquels elle débouche.

Cette question, telle qu’elle apparait dans le préambule de la circulaire intitulée “une charte pour bâtir l’école du XXIème siècle”<sup>(1)</sup> se pose en ces termes :

**“Comment l’école primaire de la république publique, laïque et gratuite peut-elle se réformer dans le respect de ses principes, pour mieux atteindre, dans le siècle qui va débiter, son objectif de réussite scolaire et son idéal d’égalité des chances ?”**

Pour nous, mais également pour nombre d’élus locaux, ou même pour certains observateurs et évaluateurs du système éducatif(2), elle peut aussi être posée ainsi:

**“Si les grands principes constitutionnels de droit à l’éducation pour tous peuvent et doivent être maintenus et même renforcés, peut-on imaginer que l’école élémentaire du XXIème siècle fonctionne encore sur la base d’un cadre législatif et réglementaire désuet datant, pour ses fondements, du 19ème siècle, dans une logique autocratique et à travers une organisation centralisatrice, que tous les autres acteurs publics et privés de notre société démocratique moderne ont abandonné ou sont en voie de le faire ?”**

1) D’emblée, il est clair que **la première ambiguïté** de la charte de l’école du XXIème siècle **réside dans ses intentions**: Il ne s’agit pas, de toute évidence, d’inscrire l’école communale du XXIème siècle dans un cadre institutionnel rénové, en poursuivant les chantiers conjoints de la déconcentration et de la décentralisation, dans le domaine de l’enseignement primaire (qui en a été totalement écarté tant en 1982, qu’en 1985 ou qu’en 1989).

On peut penser que bien au contraire, l’école primaire cherche à se “recentraliser”, persuadée qu’elle peut ainsi faire face aux difficultés de son fonctionnement, à savoir :

**l’éclatement de la règle d’unicité de lieu, de temps, des contenus et de l’intervenant**, qui a participé à sa grandeur (illustrée par cette maxime “au même moment, dans toutes les écoles de France et d’Outre-Mer, les mêmes élèves ouvrent au même moment le même livre, à la même page, sous la conduite du même maître omnipotent et respecté de tous”).

**Les difficultés sans cesse croissantes de répondre, avec des moyens en augmentation régulière, à ses objectifs de réussite scolaire et d’égalité des chances**, qui sont à la base de son système d’évaluation et sur la réalisation desquels la société juge l’institution et ses membres.

**Un décalage sans cesse croissant entre la doctrine, les textes, les déclarations institutionnelles des Ministres successifs, et la réalité locale de l’action éducative** dans chaque établissement, chaque quartier, chaque commune.

2) Il est, à ce titre, extrêmement révélateur de constater, et c’est là **la deuxième ambiguïté**, que **le contenu** de la “réforme” proposée par la charte **ne porte pas sur les moyens organisationnels**(le statut de l’école, son organisation, le statut et la responsabilité du Directeur d’école...), **pas plus que les moyens matériels et financiers** consacrés par l’État à ses grandes orientations pédagogiques (nouvelles technologies, langues vivantes, citoyenneté), mais, en grande partie, à des domaines où l’Éducation Nationale cherche à “récupérer” un pouvoir qu’il lui semble avoir perdu, soit directement (sur l’aménagement des rythmes scolaires, les intervenants en matière sportive, culturelle...), soit à travers le mouvement d’éducation populaire (sur le périscolaire notamment). Ce sentiment résulte d’un investissement croissant des communes, poussées en cela par “la demande sociale” décrite dans la circulaire (et qui désigne pêle-mêle, la demande des parents, des autres Ministères et Institutions Nationales tels que Jeunesse et Sports, les CAF...), mais également, dans de nombreuses villes, par une prise de conscience et une volonté politique forte exprimée dans un projet éducatif local.

3) **La troisième ambiguïté** réside dans l’horizon temporel fixé à cette charte :

La terminologie adoptée (XXIème siècle) laisse à penser que l’on s’inscrit dans une perspective “séculaire”, à long terme, pour une évolution de fond, et c’est d’ailleurs ce que semble indiquer le rédacteur quand il stipule que “cette charte se veut une référence pour les évolutions à venir de l’école primaire”.

Pour ce faire, **il faudrait qu’elle repose sur une vision prospective de ce que pourrait ou devrait être le fonctionnement de notre société au XXIème siècle**, et, en son sein, sur le rôle des institutions, les rapports entre elles, le rôle de la famille et, surtout, la place de l’enfant ainsi que le rôle et les responsabilités du système éducatif à son égard. Rien de tout cela : Ici, l’école du XXIème siècle, c’est surtout l’école qui fonctionnera dans un an, dans deux ans, dans cinq ans, mais guère plus ! En d’autre terme, on parle davantage de l’école du 1er janvier 2000 que de celle du 1er janvier 2050. C’est dans ce sens qu’il convient probablement de comprendre cet élément de définition compris dans la charte **“elle veut définir aussi bien un mode d’action immédiat pour le présent, que proposer une méthode facilitant les changements nécessaires”**<sup>(1)</sup>.

Tous ceux qui gèrent les moyens à l'école, comme les Élus Locaux et les Directeurs de l'Éducation, savent d'ailleurs bien, pour le vivre au quotidien, combien en matière d'école, la "revendication" individuelle et immédiate des parents et des enseignants prend rapidement le pas sur l'intérêt collectif et l'évolution progressive et programmée.

Dans la charte, l'école de demain ne repose que sur des constats d'évolution, qui sont déjà inscrits dans son fonctionnement actuel et qui relèvent plus du présent ou du passé récent que de l'avenir : Ainsi, le troisième paragraphe (rajouté entre la première et la seconde mouture du texte) décrit non pas l'enfant du XXIème siècle, mais celui des années 1990, dont on cherche encore à ce qu'il soit "au centre du système éducatif", conformément à la loi d'orientation sur l'éducation de 1989.

On a ainsi l'impression **qu'il s'agit davantage de réajuster un discours institutionnel à des pratiques existantes, et par la même de reconquérir une légitimité** mise à mal par la réalité "du terrain" que d'anticiper, de prévoir et de piloter une évolution globale et cohérente du système éducatif et de ses structures. Cette reconquête de légitimité passe clairement par l'expression d'une **volonté de l'Éducation Nationale de "fixer des limites nouvelles" ou plutôt, par un réflexe protectionniste, à délimiter des "territoires réservés"**. Cette démarche relève, sans doute, plus d'une volonté de l'institution de protéger "ses" enseignants, que d'un souhait de rétablir des "frontières discriminatoires" entre l'école et le reste de la société (ce qui irait à contre-courant de la demande sociale unanime). Ce phénomène s'inscrit d'ailleurs dans la parfaite continuité d'un mécanisme trentenaire d'évolution de la "grosse machine éducative centralisée", mécanisme parfaitement décrit par le Recteur DURAND-PRIMBORGNE évoquant, lors du colloque de l'ANDEV à Perpignan, "le cycle trentenaire des réformes de l'Éducation Nationale".

Ainsi, ce que l'on pense être une réforme ambitieuse pour le siècle à venir, risque d'être avant tout un cadre expérimental (de plus ?) dans lequel les pratiques expérimentales précédentes pourront se poursuivre, moyennant une réécriture des intentions pour "entrer dans le moule".

**4) La quatrième ambiguïté** de la charte résulte, d'une certaine manière, comme pour le contrat éducatif local qu'elle englobe, **d'une confusion** (entretenu ?) **entre missions de l'école et responsabilités de l'Éducation Nationale** : Le Ministre de l'Éducation Nationale, lui-même, après avoir clamé haut et fort que **"tout ce qui passe dans l'école doit être l'affaire exclusive de l'école"** (lire "de l'Éducation Nationale") s'est ainsi mis une partie des élus locaux à dos qui lui reprochent, de plus de ne pas les consulter. De son côté, Ségolène ROYAL, Ministre de l'Enseignement Scolaire, cherchant résolument à apaiser les esprits, propose aux Maires de faire la paix "dans un partenariat construit dans les contrats éducatifs locaux avec les collectivités territoriales", allant même jusqu'à dire que **"les collectivités locales sont les premiers partenaires de l'école"**<sup>(3)</sup>.

Ainsi, ce n'est que tardivement (dans la troisième mouture du projet de charte) que le **"partenariat" avec les collectivités locales** est réintroduit, en le renvoyant d'ailleurs au cadre négocié des **contrats éducatifs locaux** (et c'est pratiquement la seule fois que les collectivités locales sont expressément citées). La cohérence entre les deux démarches qui ne présentent ni le même cadre (négociation globale avec la commune pour le CEL, volontariat individuel de l'école pour la charte), ni la même logique (projet éducatif local global négocié pour le CEL, projet de fonctionnement pédagogique encadré pour la charte). Malgré cela, en filigrane, **l'articulation des compétences et des responsabilités entre l'État et la commune est sans cesse présente, sans jamais être clairement** évoquée, et ce, sans aucun doute, de façon totalement volontaire.

Ainsi, par exemple, l'intégration explicite des **"intervenants extérieurs"** (employés municipaux, le plus souvent) dans l'équipe éducative, **"placés sous le contrôle, la coordination de l'enseignant responsable de toutes les activités"**, pose clairement la question de la position, de la responsabilité et de l'autorité sur l'organisation du travail, entre l'employeur (la commune) et l'enseignant, dans un régime dont on sent bien que l'Éducation Nationale souhaiterait qu'il puisse se rapprocher de celui des ATSEM (personnel qui n'est d'ailleurs pas du tout évoqué dans la charte).

De même, le cadre de travail de la charte repose sur un **découpage "institutionnel"** du temps de l'enfant, (qui était déjà présent dans les textes relatifs aux contrats éducatifs locaux) **qui ne correspond pas à la répartition des compétences et des responsabilités**, déterminées par la loi et la jurisprudence, **entre les acteurs éducatifs** : La note n° 98-236 annexée à la circulaire du 20 novembre 1998 définit ainsi une "description plus fine" du temps de l'enfant définissant le **"temps de l'enfant scolarisé"** (on en déduit qu'il existerait un temps de l'enfant non scolarisé), qui comprendrait :

**Un temps familial** (et des activités sociales qui en dépendent).

**Un temps de "déplacement"** entre le domicile et l'école.

**Un temps passé "dans le cadre" de l'école.**

Ce nouveau découpage spacio-temporel (?) ne repose pas sur un partage de compétences ni de responsabilités entre la famille, les collectivités locales et l'Éducation Nationale, mais renvoie à une "vocation" de chacun des partenaires à "prendre en charge" l'enfant à des moments donnés et dans des lieux déterminés. Plus encore, le **"temps de présence dans l'école"**, troisième mais résolument majeure composante du temps de "l'enfant scolarisé", se décomposerait en :

**Le temps d'enseignement**, 26 heures hebdomadaires pendant 36 semaines), placé sous "le contrôle et l'entière responsabilité de l'enseignant.

**Le Temps d'accompagnement** (accueil des élèves, cantines, études surveillées, activités périscolaires) qui pourrait être "géré en partenariat avec d'autres acteurs que les enseignants", mais ces derniers "doivent pouvoir veiller à ce qu'une articulation existe avec le projet pédagogique dans le cadre du projet d'école".

**Ce pouvoir de contrôle de l'enseignant sur le contenu des activités périscolaires est totalement contraire à l'esprit et à la lettre des lois de décentralisation** ainsi qu'à la répartition des compétences et des responsabilités qui en résulte., l'évolution récente de la jurisprudence allant même totalement à contresens de cela, la responsabilité du Maire étant reconnue pleine et entière sur l'organisation des activités périscolaires, mais également, de façon solidaire, sur des activités "en temps scolaire".

**5) La cinquième ambiguïté** provient de la **terminologie même de "charte"**, qui laisse à penser que ce cadre général, dans lequel est susceptible de s'inscrire l'évolution de l'école, puisse avoir été préalablement **négocié avec (tous) les partenaires** auxquels il est susceptible de s'imposer, voire même qu'il ait pu être adopté, ou signé par leurs représentants.

On sent très clairement (en particulier dans les modifications intervenues entre le projet présenté en septembre et le texte définitif) le poids des organisations syndicales enseignantes (sur les rapports entre enseignants-aides-éducateurs-intervenants extérieurs, sur la défense de la polyvalence et de l'indépendance du maître, sur la "revalorisation de la fonction d'enseignant" et sur la "conception élargie du métier de professeur des écoles" ), celui des fédérations des parents d'élèves (sur la responsabilité éducative de la famille, la place des parents dans l'école - l'expression "associations de parents d'élèves" ayant été remplacée par "fédération de parents d'élèves"). Il faut lire entre les lignes pour trouver en quoi la commune, premier partenaire de l'Éducation Nationale par l'importance de son engagement politique, technique et financier, est "associée" au "chantier destiné à bâtir l'école communale du XXIème siècle (dont, permettez le jeu de mot facile, la construction, l'entretien et le fonctionnement continueront, sans aucun doute, à lui incomber !).

Cela justifie, probablement, "l'agacement" exprimé par l'Association des Maires de France, son Président, Monsieur Jean-Pierre DELEVOYE, qui, de plus, allié en l'occasion au Ministère Jeunesse et Sports, soutient l'évaluation positive réalisée par le CESARE sur les opérations d'aménagements des rythmes scolaires: En effet dans la charte, le Ministre de l'Éducation Nationale condamne les ARS sans appel, et sans argumentation sérieuse (hormis le coût, qui pour une fois est pris en compte), au motif qu'elles ne répondent pas à "l'idéal et au rôle de l'école de la république"<sup>(1)</sup> ou "que l'école n'est pas un jardin d'enfant"<sup>(4)</sup>.

Dans le même sens, l'Association des Villes Éducatrices, présidée par Monsieur Hubert CHARDONNET, réclame que les villes soient davantage consultées, associées sur les projets de textes et sur les orientations de l'Éducation Nationale, affirmant du même coût la volonté des villes de son réseau à "s'engager positivement dans le partenariat offert par les contrats éducatifs locaux".

**6) La dernière ambiguïté** résulte, en fait, des cinq précédentes : On est, en effet, en droit de se poser la question du **sens réel, de ce qui est vraiment novateur dans cette charte**, qui a pour ambition de faire franchir, au système éducatif, le cap de l'an 2000, mais aussi de générer des changements profonds. Il faut revenir pour cela aux trois points constituant le corps de la charte, à savoir :

**L'élaboration de nouveaux programmes** : Après plusieurs recentrages par les Ministres successifs, sur l'apprentissage du lire, écrire, compter, l'introduction d'un nouveau thème "**l'apprendre à parler**" constitue une orientation nouvelle, qui se base sur des expériences dans domaine des langues pour le primaire et donne un sens aux apprentissages à l'école maternelle :

On ne peut que s'attarder un peu sur cette orientation résultant des constats et propositions du rapport Ferrier, Inspecteur Général de l'Éducation Nationale, sur l'efficacité de l'école primaire<sup>(5)</sup> :

Jean-Pierre FERRIER dresse un bilan inquiétant des retards scolaires et de l'incapacité de juguler l'échec scolaire "socialement différentiel", malgré les politiques éducatives prioritaires visant à donner plus à ceux qui ont moins, et malgré l'augmentation des emplois d'enseignants du premier degré. Il note que, dans un contexte de baisse structurelle du nombre d'élèves, "les taux d'encadrement se sont nettement améliorés, mais rien ne prouve que la diminution des effectifs par classe améliorerait l'efficacité de l'école"<sup>(6)</sup>.

Deux priorités se dégagent dans ses propositions : **la maîtrise du langage oral et la socialisation scolaire.**

La prise en compte des difficultés de langage et la construction d'un réel parcours d'apprentissage au cycle I constituent un enjeu important pour l'école maternelle, enjeu que Ségolène ROYAL a fait immédiatement sien.

Pour ce qui concerne le primaire, c'est dans l'apprentissage des langues étrangères qu'il faut trouver la priorité à "l'oralité". Un rapport dressé par l'INRP<sup>(7)</sup> démontre que, "malgré les efforts des enseignants, le bilan des acquis linguistiques est très modeste, voire nul, si le visionnement de la cassette "CE2 sans frontières" reste la seule activité pratiquée"<sup>(8)</sup>. L'INRP note, enfin, que "les enseignants ont découvert qu'ils sont très peu préparés à la langue orale".

Dans les écoles candidates pour la charte, le maître, tout en conservant son autonomie pédagogique s'engage personnellement à travailler dans une équipe pédagogique (qui est actuellement, comme le souligne le Rapport Pair, à géométrie extrêmement variable). Cela sera-t'il suffisant pour assurer la continuité et la cohérence des pratiques pédagogiques entre les niveaux, entre les cycles, entre le primaire et le collège.? Cette continuité et cette articulation des programmes et des pratiques pédagogiques, de la maternelle au collège, préconisées dans le rapport Ferrier<sup>(5)</sup>, ne peuvent aller sans une perte d'une partie de l'indépendance actuellement quasi-totale de l'enseignant.

**L'aménagement des rythmes scolaires.** Le Ministre l'a dit : les rythmes scolaires, c'est l'affaire de l'école, c'est-à-dire des enseignants! Tout au plus faut-il faire un effort dans la direction prônée par les chronobiologistes, soutenus par certaines fédérations de parents et certains syndicats d'enseignants. **En des termes non voilés, la semaine de**

**quatre jours et les après-midi “libérées”, c’est fini!** On sait bien pourtant qu’on ne peut pas revenir aussi facilement à une organisation traditionnelle de la semaine et de la journée scolaire dans les milliers d’écoles et les centaines de communes impliquées.

**La “grande expérience préluant à de nouveaux rythmes pour toutes les écoles” préconisée dans la charte permet ainsi au Ministère de condamner les formules précédentes tout en permettant leur continuité, moyennant quelques aménagements :** Ces aménagements vont, comme les contrats éducatifs locaux, dans le sens d’une recherche de cohérence entre le temps scolaire et le “juste avant et juste après la classe”, plaçant ce temps sous le contrôle, voire l’organisation des enseignants dans le cadre du projet d’école (revu et corrigé à cet effet).

Le système d’évaluation, mis en place par l’INRP prend, en quelque sorte, le relais du CESARE mais, bien entendu, il centre son activité sur le temps scolaire et les innovations pédagogiques. Ce système a déjà fait couler beaucoup d’encre du côté syndical (et semble-t-il, de certains élus locaux) : L’appel d’offres auprès des écoles pour bâtir un échantillon représentatif choisi et sélectionné par l’INRP a été abandonné (au motif qu’il pourrait être perçu comme élitiste) au profit d’un système du volontariat : **Toute école ayant dans son “projet” une approche particulière de l’aménagement des rythmes pourra être candidate à l’entrée dans la charte, puis, dans un deuxième temps, sélectionnée par l’INRP dans “un échantillon représentatif”.**

A la marge de cet aménagement des rythmes, certaines évolutions peuvent avoir des conséquences importantes. La volonté du Ministre de faire entrer “l’étude surveillée, même si elle ne fait pas partie du temps scolaire traditionnel”, dans la sphère de “l’aménagement des rythmes de travail et de vie de l’élève” (encore une nouvelle appellation !) sous le contrôle des enseignants. La “fameuse” demi-heure d’étude dirigée pourrait être “libérée” permettant ainsi aux enseignants, sans augmenter leur temps de travail - Éducation Nationale - d’effectuer les tâches supplémentaires résultant du fonctionnement de la “nouvelle équipe éducative” (intégrant aides-éducateurs et intervenants extérieurs), mais également de se former.

L’intégration des aides-éducateurs dans l’équipe éducative les élève au rang d’éducateurs à part entière, restant cependant placés sous la “tutelle” des enseignants dans le temps scolaire (alors qu’ils ne sont pas hors temps scolaire), de telle sorte que l’enseignant reste le seul adulte “responsable” de la conduite pédagogique des activités scolaires.

De même, l’intégration des intervenants extérieurs dans l’équipe éducative n’est pas sans poser de question sur l’évolution des métiers municipaux de l’animation culturelle et sportive. Les conditions d’intervention des aides-éducateurs ne cessent de se rapprocher de celles des animateurs et des éducateurs municipaux, les métiers des filières territoriales constituant ainsi pour eux un débouché tout indiqué

### **L’évolution du métier de professeur des écoles :**

De nombreuses incertitudes subsistent sur l’articulation entre l’autonomie pédagogique du maître réaffirmée par le Ministre, et sa volonté de constituer de véritables **“équipes des enseignants”**, “animées” par un Directeur d’école investit de responsabilités croissantes sans avoir ni le statut, ni le pouvoir, manquant souvent de formation, d’information et de temps pour y faire face.

Le professeur d’école “adulte référent”, “coordinateur d’équipe”, à la fois autonome et polyvalent pédagogiquement peut mettre ses “aptitudes personnelles” au service des autres membres de l’équipe des enseignants. On pressent bien que, cette incitation à utiliser les compétences personnelles, ainsi que la recherche de continuité des programmes entre primaire et secondaire, la multiplication des intervenants dans la classe, sont autant de facteurs poussant, malgré les réticences syndicales, au rapprochement du métier de professeur des écoles vers celui de professeur des collèges.

Enfin, avec cette multitude de membres de l’équipe éducative (définie comme “l’équipe des enseignants et des autres adultes intervenant dans l’école”) se posera inévitablement la question des pouvoirs et des responsabilités entre les catégories d’intervenants, le tout dans un cadre réglementaire aussi inadapté que pléthorique.

En conclusion, on peut se réjouir du fait que la charte de l’école du XXIème siècle prenne acte des évolutions des pratiques et des fonctionnements de l’école, abandonnant, (ou préparant l’abandon) de dogmes anciens, sans toutefois franchir le pas de la réforme de structure, ni celui de la construction d’un établissement scolaire primaire moderne, responsable, citoyen, alliant les logiques institutionnelles de décentralisation et de déconcentration, intégrant les communes comme des partenaires éducatifs à part entière.

Il faut, par contre, regretter les condamnations sans appel qu’elle comporte, en particulier sur l’ARS, en espérant que les marges d’innovations et de contractualisation auxquelles elle renvoie permettent une continuité, du moins à court terme (et le XXIème siècle, c’est maintenant du court terme) des expériences menées avec les écoles dans les villes les plus dynamiques et les plus impliquées dans des projets éducatifs locaux.

FO

(1) Circulaire n° 98-235 du 20/11/1998 publiée au BO HS n° 13 du 26/11/1998.

(2) Voir, notamment le Rapport sur la rénovation du service public de l’Éducation - Claude PAIR - 04/1998.

(3) Déclaration de Madame Ségolène ROYAL au 81 Congrès des Maires de France - 19/11/1998.

(4) L’A.R.S. augmente chez les enfants le plaisir d’aller à l’école - Le Monde - 2/12/1998.

(5) “Améliorer l’efficacité de l’école primaire” - Rapport de Mr Jean FERRIER à Madame Ségolène ROYAL - 25/09/1998.

(6) Les principales conclusions du rapport de Jean FERRIER - Sabine ANDRIEU - A.E.F. - 25/09/1998.

(7) “Deux années d’initiation aux langues étrangères - Christiane LUC - INRP - 1998.